

<b>ORDRE DU JOUR</b>
----------------------

**I -** Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 26 septembre 2019

**II – COMMISSION DES FINANCES**

070/2019 Décision modificative n°3-Budget général

071/2019 Décision modificative n°2-Budget du complexe touristique

**III - COMMISSION TRAVAUX-URBANISME-ENVIRONNEMENT**

072/2019 Transfert de compétences signalisation lumineuse tricolore au SDEE 47

073/2019 Route de Moncassin – Défense Extérieure contre l'Incendie (DECI) et alignement

074/2019 Incorporation de la rue des Thermes dans le domaine public routier

075/2019 Convention technique et financière de répartition des travaux d'extension du réseau d'eau potable

076/2019 Approbation de l'extension du périmètre et de l'actualisation des compétences transférées au syndicat Eau 47 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 et de la modification statutaire du syndicat Eau 47

**IV – COMMISSION EDUCATION – ENFANCE – JEUNESSE**

077/2019 Partenariat de la commune au projet Terrador pour la jeunesse

**V – COMMISSION SPORT - LOISIRS**

078/2019 Demande de subvention exceptionnelle de la société de chasse de Casteljalous

079/2019 Demande de subvention exceptionnelle de Chœurs d'Avance

**VI – COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES**

080/2019 Tarifs d'inscription à la bibliothèque municipale

## **VII – AFFAIRES GENERALES**

081/2019 Adressage normalisé

082/2019 Modification des statuts du SIVU Chenil Fourrière de Lot-et-Garonne

083/2019 Renouvellement de la convention de partenariat « retraites CNRACL » avec le centre départemental de gestion (CDG47)

084/2019 Mise à disposition gratuite des salles communales pour les élections politiques et locales

085/2019 Défense des intérêts de la commune dans l'instance n°1638617914D du 18 décembre 2019

086/2019 Décisions prises par délégation du Conseil municipal

## **VIII – QUESTIONS DIVERSES**

**PROCES-VERBAL DE SÉANCE DU 28 NOVEMBRE 2019**

Le vingt-huit novembre deux mille dix-neuf, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, M. BOLDINI, Mme FRAUCIEL, M. DOUCET, M. DUCASSE, Mme CASTAGNET, Mme ABADIA, Mme MULET, M. GERBEAU, Mme TAUZIN, Mme COULON, M. TERMES, M. REMAUT, Mme ZANETTE, Mme COSTA, Mme GIRARD, Mme VIDAL.

Absents ayant donné pouvoir : Mme DA COSTA FREITAS a donné pouvoir à Mme CASTAGNET, M. PHILIPPE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, M. LANZUTTI a donné pouvoir à M. DOUCET, M. FAURICHON DE LA BARDONNIE a donné pouvoir à Mme TAUZIN, M. SANS a donné pouvoir à M. DUCASSE, M. BELLOC a donné pouvoir à Mme VIDAL.

Absent : M. LAMBROT

Secrétaire de séance : Monsieur BOLDINI Jean-Baptiste.

Madame le Maire ouvre la séance et procède à l'appel.

Madame le Maire demande si l'assemblée accepte la remise sur table de deux rapports.

Le Conseil accepte à l'unanimité.

**I- Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 26 septembre 2019 :**

Madame le Maire soumet le procès-verbal du Conseil municipal du 26 septembre 2019 à l'approbation de l'assemblée. Il est adopté à l'unanimité.

## **II- COMMISSION DES FINANCES :**

Objet : N° 070/2019 – Décision modificative n°3- Budget général

Monsieur BOLDINI présente le rapport suivant :

Madame le Maire propose d'adopter la décision modificative suivante :

### **COMMUNE BUDGET PRINCIPAL**

#### ***INVESTISSEMENT***

<b><i>Dépenses</i></b>		<b><i>Recettes</i></b>	
<b><i>Article(Chap) - Fonction - Opération</i></b>	<b><i>Montant</i></b>	<b><i>Article(Chap) - Fonction - Opération</i></b>	<b><i>Montant</i></b>
2041512 (204) : Bâtiments et installations - 811	15 000,00	021 (021) : Virement de la section de fonctionnement - 01	-10 000,00
21538 (21) : Autres réseaux - 811	15 000,00	4912 (040) : Provision pour dépréciation des comptes de redevables - 01	10 000,00
<b>Total dépenses :</b>	<b>0,00</b>	<b>Total recettes :</b>	<b>0,00</b>

**FONCTIONNEMENT**

<i>Dépenses</i>		<i>Recettes</i>	
<i>Article(Chap) - Fonction - Opération</i>	<i>Montant</i>	<i>Article(Chap) - Fonction - Opération</i>	<i>Montant</i>
023 (023) : Virement à la section d'investissement - 01	-10 000,00		
60623 (011) : Alimentations - 251	-2 000,00		
60632 (011) : Fournitures de petit équipement - 412	-2 688,00		
60636 (011) : Vêtements de travail - 112	-3 000,00		
60636 (011) : Vêtements de travail - 810	-3 000,00		
6135 (011) : Locations mobilières - 112	-5 000,00		
6817 (042) : Dotation aux provisions pour dépréciation des actifs circulants - 01	10 000,00		
739223 (014) : Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales - 01	11 047,00		
7398 (014) : Reversements, restitutions et prélèvements divers - 01	4 641,00		
<b>Total dépenses :</b>	<b>0,00</b>	<b>Total recettes :</b>	<b>0,00</b>
<b>Total Dépenses</b>	<b>0,00</b>	<b>Total Recettes</b>	<b>0,00</b>

Monsieur Boldini précise qu'il s'agit essentiellement d'opérations d'ordre.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 071/2019 – Décision modificative n°2 – Budget du complexe touristique

Monsieur BOLDINI présente le rapport suivant :

Madame le Maire propose d'adopter la décision modificative suivante :

### **COMPLEXE TOURISTIQUE**

#### **INVESTISSEMENT**

<b>Dépenses</b>		<b>Recettes</b>	
<i>Article(Chap) - Opération</i>	<i>Montant</i>	<i>Article(Chap) - Opération</i>	<i>Montant</i>
13913 (040) : Départements	208,59	021 (021) : Virement de la section de fonctionnement	41,92
2128 (041) : Autres terrains	147 997,17	2118 (041) : Autres terrains	147 997,17
		28121 (040) : Terrains nus	166,67
<b>Total dépenses :</b>	<b>148 205,76</b>	<b>Total recettes :</b>	<b>148 205,76</b>

#### **FONCTIONNEMENT**

<b>Dépenses</b>		<b>Recettes</b>	
<i>Article(Chap) - Opération</i>	<i>Montant</i>	<i>Article(Chap) - Opération</i>	<i>Montant</i>
023 (023) : Virement à la section d'investissement	41,92	701 (70) : Ventes de produits finis et intermédiaires	15 000,00
658 (65) : Charges diverses de la gestion courante	15 000,00	777 (042) : Quote-part des subv.d'inv.transf.au cpte de résul.	208,59
6811 (042) : Dot.aux amort.des immo.incorporelles & corporelles	166,67		
<b>Total dépenses :</b>	<b>15 208,59</b>	<b>Total recettes :</b>	<b>15 208,59</b>
<b>Total Dépenses</b>	<b>163 414,35</b>	<b>Total Recettes</b>	<b>163 414,35</b>

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

### **III - COMMISSION TRAVAUX-URBANISME-ENVIRONNEMENT**

Objet : N° 072/2019 – Transfert des compétences signalisation lumineuse tricolore au SDEE 47

Madame CASTILLO présente le rapport suivant :

Dans la poursuite du plan sécurité routière engagé depuis deux ans, je vous propose d'implanter avenue Carcin deux feux dits « intelligents ». Ces feux passent automatiquement au rouge si un véhicule dépasse la vitesse autorisée, ce qui permet de lutter efficacement contre les excès de vitesse.

Le coût de cette installation s'élève à 24 448,33 euros hors taxes. Si la commune transfère la compétence signalisation lumineuse tricolore au Sdee 47, ce dernier prend 25 % du coût à sa charge dont 11 001,75 euros seront à la charge du Sdee 47 et 18 336,25 euros à la charge de la commune.

Je vous rappelle que la commune est adhérente au Syndicat Départemental d'Electricité et d'Energies de Lot-et-Garonne (Sdee 47), qui est l'autorité organisatrice du service public de distribution de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire du département.

En novembre 2013, les compétences du Sdee 47 ont été étendues, notamment en matière de signalisation lumineuse tricolore, qui est une compétence optionnelle.

Selon les statuts du Sdee 47, cette compétence consiste en :

- la maîtrise d'ouvrage de tous les investissements sur les réseaux d'alimentation et les installations de signalisation lumineuse tricolore : création, renouvellement, rénovation, mise en conformité et améliorations diverses ;
- l'exercice des responsabilités d'exploitant de réseau, et, en particulier, exploitation et maintenance de l'ensemble des installations ;
- la passation et exécution des contrats d'accès au réseau de distribution et de fourniture d'énergie nécessaire au fonctionnement des installations ;
- généralement, la passation de tous contrats afférents au développement, au renouvellement et à l'exploitation de ces installations et réseaux.

Pour bénéficier des services du Sdee 47 en la matière, il convient désormais que la commune lui transfère cette compétence. Conformément aux dispositions statutaires du Syndicat, cette compétence ne pourra être reprise qu'à échéance de périodes révolues de cinq ans.

Le contenu détaillé des prestations et leurs modalités de financement sont fixés par les dispositions du guide « Conditions techniques, administratives et financières de transfert et d'exercice des compétences » établi par le Sdee 47 et mis à disposition des membres du Conseil. Ces conditions sont susceptibles d'évoluer en fonction des décisions des élus du Comité Syndical.

En contrepartie de l'exercice de la compétence par le Sdee 47, la commune devra lui verser des contributions distinctes pour :

- les prestations d'exploitation et de maintenance des installations,
- la consommation d'énergie,
- chaque opération d'investissement (réalisée selon l'expression préalable de ses besoins et de son accord par la Commune).

S'il y en a, les ouvrages construits sous la maîtrise d'ouvrage de la commune préalablement au transfert de la compétence sont gratuitement mis à disposition du Syndicat pour l'exercice de cette compétence. Le Sdee 47 doit en assumer les droits et obligations du propriétaire, à l'exception du droit d'aliéner.

Le patrimoine nouvellement créé par le Sdee 47 sera inscrit à l'actif de celui-ci pour toute la durée du transfert de la compétence.

L'exercice de cette compétence par le Sdee 47 présente des avantages certains : cette compétence intégrera non seulement la maîtrise d'ouvrage des travaux, la maintenance des installations, la prise en charge des dépenses énergétiques, mais aussi les nouvelles responsabilités imposées aux exploitants de réseaux dans le cadre du décret DT/DICT n°2011-1241 du 5 octobre 2011 et de l'arrêté du 15 février 2012 (obligation de se déclarer sur le guichet unique, réponse aux DT et DICT, géoréférencement des réseaux...).

Des prestations optionnelles sur bordereau sont également proposées en contrepartie d'une contribution ponctuelle (nettoyage supplémentaire) ou à périodicité définie.

Madame le Maire explique que les riverains de l'avenue Carcin subissent des nuisances sonores et de vibration depuis les travaux réalisés par le syndicat Eau 47. Pour limiter les nuisances, des bouches à clé ont été reprises, ainsi que des bandes de revêtement. La vitesse a été limitée à 30 km/h et la déviation poids lourds par la rue Henri IV a été remise en service. Elle souhaite compléter le dispositif par des feux intelligents, pour réduire la vitesse des véhicules. En transférant la compétence des feux tricolores au Sdee 47, la commune diminuera ses charges de 25 %. Le Sdee 47 prendra à sa charge la maîtrise d'ouvrage et l'exploitation de ces feux.

Monsieur Remaut demande si l'on a une idée du coût de maintenance.



Monsieur Boldini explique que la maintenance sera essentiellement assurée par le Sdee 47.

Monsieur Doucet ajoute que ce coût s'élève environ à 300 euros par an.

Monsieur Remaut demande si cette compétence comprend aussi les radars pédagogiques.

Madame le Maire répond par la négative. Elle explique qu'à l'avenue Carcin, il sera installé deux feux.

Monsieur Doucet complète en détaillant que ces feux ne seront pas situés à un carrefour mais après. Leur rôle consiste uniquement à faire baisser la vitesse.

Madame le Maire ajoute que d'autres solutions sont à l'étude au niveau du Conseil départemental, notamment la réfection complète de l'enrobé de la voirie de l'avenue.

Madame le Maire vous propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5211-16 et L1321-1,

Vu le projet de statuts modifiés du Sdee 47,

Vu la compétence optionnelle « signalisation lumineuse tricolore » du Sdee 47,

Considérant l'intérêt que présente pour la commune ce transfert de compétence au Sdee 47,

Sous réserve de l'arrêté préfectoral approuvant la modification des statuts du Sdee 47,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- de transférer la compétence optionnelle « signalisation lumineuse tricolore » au Syndicat Départemental d'Electricité et d'Energies de Lot-et-Garonne (Sdee 47) dans les conditions susvisées, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2019,

- de préciser que la commune mettra gratuitement à disposition du Sdee 47 ses ouvrages de signalisation lumineuse, conformément à l'article L1321-1 du CGCT,
- d'inscrire chaque année au budget les dépenses correspondant aux contributions à verser au Sdee 47 pour l'exercice de la compétence,
- de donner mandat à madame le Maire pour signer le procès-verbal contradictoire de mise à disposition des ouvrages de signalisation lumineuse tricolore existants (si besoin) à la date du transfert, ainsi que toutes les pièces liées à cette affaire,
- de préciser que la présente délibération sera notifiée au Président du Sdee 47 pour acceptation, par délibération du Comité syndical, du transfert de cette compétence optionnelle.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 073/2019 – Route de Moncassin – Défense Extérieure contre l'Incendie (DECI) et alignement.

Monsieur DOUCET présente le rapport suivant :

L'absence de moyens de lutte dans l'environnement immédiat d'une future construction conduit les communes à refuser les autorisations d'urbanisme.

Aussi, pour pallier ce manquement, Madame GAZO Jacqueline a décidé d'installer une réserve souple de 30 m<sup>3</sup>, alternative au poteau incendie acceptée par le SDIS, afin de pouvoir détacher deux lots à bâtir, lieu-dit « Biremons ».

Elle souhaite aujourd'hui rétrocéder à la commune cet équipement (terrain d'assiette compris, cadastré section AN n° 63, d'une superficie de 53 m<sup>2</sup>) qui est conforme à la réglementation. En effet, les pompiers ont procédé aux tests d'aspiration, au contrôle du stationnement et n'ont pas d'objection à ce transfert.

De plus, le détachement des terrains nécessitait de définir l'alignement de sa propriété au droit de la route de Moncassin conformément à l'emplacement réservé mentionné au plan local d'urbanisme relatif au calibrage de cette voirie. Au vu du document de bornage joint en annexe, il convient d'acquérir la parcelle cadastrée section AN n° 64, d'une contenance de 470 m<sup>2</sup>.

Les transferts de propriétés seraient entérinés par un acte notarié pour un prix total de 1 euro dont les frais seraient à la charge de la Commune.

Relevant l'intérêt d'assurer la défense extérieure contre l'incendie du quartier et d'améliorer le dimensionnement de la route de Moncassin, madame le Maire propose de réserver une suite favorable à ces demandes.

Madame le Maire précise que lorsque les canalisations sont insuffisantes, il faut installer des bâches. Les règles diffèrent selon qu'il s'agit d'un habitat en milieu urbain ou en milieu rural.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu les articles L.112-1 et suivants du code de la voirie routière,

Considérant que ces acquisitions présentent un intérêt pour la commune,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide :

- d'acquérir les terrains, cadastrés section AN n° 63 et 64, d'une superficie totale de 523 m<sup>2</sup>,
- d'entériner la proposition faite au prix d'achat de 1 euro,
- d'incorporer la parcelle cadastrée section AN n° 64 au domaine public communal,
- d'autoriser Madame le Maire à signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

Madame le Maire précise que lorsque les canalisations sont insuffisantes, il faut installer des bâches. Les règles diffèrent selon qu'il s'agit d'un habitat en milieu urbain ou en milieu rural.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 074/2019 – Incorporation de la rue des thermes dans le domaine public routier

Monsieur DOUCET présente le rapport suivant :

La rue des Thermes, qui dessert la maison de retraite du lac, le centre thermal, le centre d'animation et diverses résidences, au lieu-dit « La Bartère », est toujours intégrée dans le domaine privé de la commune, cadastré section D n° 585, 601 et 608.

Pour procéder à son classement en voie communale, la commune doit prendre une simple délibération constatant l'appartenance au domaine public, précédée éventuellement d'une enquête publique s'il y a modification des fonctions de desserte de la voie (article L.141-3 du code de la voirie routière), ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

Cette voie privée, ouverte à la circulation, remplit toutes les conditions pour être incorporée au domaine non cadastré. Pour ce faire, il est nécessaire de définir son emprise par un document de géomètre qui sera transmis au service de publicité foncière.

Il est proposé aux membres du Conseil municipal de bien vouloir :

- intégrer la rue des Thermes dans le domaine public,
- inscrire cette voie dans le tableau de classement de la voirie communale,
- autoriser Madame le Maire à prendre toutes les décisions et signer tous documents nécessaires à la réalisation de cette opération.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 075/2019 – Convention technique et financière de répartition des travaux d'extension du réseau d'eau potable

Monsieur DOUCET présente le rapport suivant :

Suite au certificat d'urbanisme établi par la commune concernant la parcelle n°9 section G, le syndicat Eau 47 réalisera des travaux d'extension du réseau public d'eau potable au lieu-dit « Pech Embat ».

L'extension du réseau porte sur 280 mètres linéaires, le long du chemin rural.

Conformément à la délibération du syndicat du 28 septembre 2017 fixant les règles de financement, la participation de la commune à ces travaux s'élève à 50 % du montant HT, hors branchement.

Le montant des travaux s'élève en l'espèce à 9 500 euros HT. Il resterait donc à la charge de la commune une dépense de 4 750 euros HT.

Une nouvelle étude prévoit le renforcement du réseau pour la défense incendie avec un passage du diamètre de la canalisation de 50 mm à 90 mm. La plus-value pour ce renforcement s'élève à 3 750 euros HT.

La participation totale de la commune s'élèverait donc à 8 500 euros HT.

Madame le Maire propose de réserver une suite favorable à ce projet et d'adopter la convention technique et financière consécutive à cette opération.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,  
Vu la délibération du syndicat départemental Eau 47 du 28 septembre 2017,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- de réaliser une extension de réseau d'eau potable concernant la parcelle n°9 section G, au lieu-dit « Pech Embat »,
- de participer au financement de l'extension à hauteur de 50 % du montant hors taxe et au financement du renforcement du réseau, hors branchement, pour un montant total de participation de la commune de 8 500 euros HT,
- d'autoriser madame le Maire à signer une convention technique et financière avec le syndicat pour la mise en œuvre de cette décision.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 076/2019 - Approbation de l'extension du périmètre et de l'actualisation des compétences transférées au syndicat Eau 47 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 et de la modification statutaire du syndicat Eau 47

Monsieur DOUCET présente le rapport suivant :

Conformément aux articles L5211-18 et L5211-20 du code général des collectivités territoriales (CGCT), toute modification du périmètre et/ou des statuts d'un syndicat doit être prononcée par arrêté préfectoral et est subordonnée à l'accord de chacune des collectivités membres à la majorité qualifiée.

Dans ce cadre, le Syndicat Eau 47 soumet à l'avis du Conseil municipal les délibérations concernant l'évolution du périmètre syndical et l'actualisation des compétences exercées ainsi que la modification statutaire.

L'évolution du périmètre syndical à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 et l'actualisation des compétences exercées concernent les secteurs suivants :

- Commune de Castelmoron sur Lot : transfert de la compétence assainissement collectif
- Syndicat intercommunal des eaux de Damazan-Buzet : transfert des compétences eau potable et assainissement non collectif pour ses 7 communes membres
- Syndicat intercommunal des eaux de Clairac-Castelmoron : transfert des compétences eau potable et assainissement non collectif pour ses 4 communes membres
- Communauté de communes Porte d'Aquitaine en pays de Serres : transfert des compétences eau potable, assainissement collectif et non collectif pour ses 13 communes membres
- Communauté de communes de Lot et Tolzac : transfert des compétences eau potable, assainissement collectif et non collectif pour ses 15 communes membres
- Val de Garonne Agglomération : transfert des compétences eau potable, assainissement collectif et non collectif pour 35 communes déjà membres d'Eau 47
- Agglomération du grand Villeneuvois : transfert de la compétence eau potable pour ses 19 communes membres
- Communauté de communes Confluent et Coteaux de Prayssas : transfert des compétences eau potable, assainissement collectif et non collectif pour 29 communes déjà membres d'Eau 47

La modification des statuts du Syndicat Eau 47 concerne :

- La mise à jour de tous les articles des statuts pour ajout de précisions, notamment concernant la représentativité des collectivités membres
- La mise à jour de la liste des membres et compétences transférées au 1<sup>er</sup> janvier 2020 annexée aux statuts
- Recomposition des territoires au 1<sup>er</sup> janvier 2020 (regroupement, intégration des nouvelles communes).

Madame le Maire propose de donner notre accord à ces évolutions.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales et en particulier les articles L.5211-18 et L.5211-20 concernant les modifications relatives au périmètre et à l'organisation des EPCI, rendus applicables aux syndicats mixtes fermés par renvoi opéré de l'article L.5711-1 du même code ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral n° 47-2019-07-15-001 et n°82-2019-07-08-012 en date du 15 juillet 2019 portant actualisation des compétences transférées au Syndicat Eau47 au 1<sup>er</sup> juillet 2019 et de ses statuts ;

Vu les délibérations sollicitant le transfert à Eau47 des compétences à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2020 prises par les collectivités :

- Commune de Castelmoron sur Lot : délibération du 17 juin 2019 sollicitant le transfert de la compétence Assainissement collectif ;
- Syndicat Intercommunal des Eaux de Damazan-Buzet : délibération du 26 novembre 2018 sollicitant le transfert des compétences Eau potable et Assainissement non collectif pour ses 7 communes membres : Buzet sur Baïse, Caubeyres, Damazan, Fargues sur Ourbise, Saint Léger, Saint Léon et Saint Pierre de Buzet ;
- Syndicat Intercommunal des Eaux de Clairac-Castelmoron : délibération du 18 juin 2019 sollicitant le transfert des compétences Eau potable et Assainissement non collectif pour ses 4 communes membres : Castelmoron sur Lot, Clairac, Grateloup St Gayrand et Laparade ;
- Communauté de Communes Porte d'Aquitaine en Pays de Serres : délibération du 19 septembre 2019 sollicitant le transfert des compétences Eau potable, Assainissement collectif et non collectif pour ses 13 communes membres : Beauville, Blaymont, Cauzac, Dondas, Engayrac, La Sauvetat de Savères, Puymirol, Saint Jean de Thurac, Saint Martin de Beauville, Saint Maurin, Saint Romain le Noble, Saint Urcisse et Tayrac ;
- Communauté de Communes Lot et Tolzac : délibération du 25 septembre 2019 sollicitant le transfert des compétences Eau potable, Assainissement collectif et non collectif pour ses 15 communes membres : Brugnac, Castelmoron sur Lot, Coulx, Hautesvignes, Labretonie, Laparade, Le Temple sur Lot, Monclar d'Agenais, Montastruc, Pinel Hauterive, Saint Pastour, Tombeboeuf, Tourtrès, Verteuil d'Agenais et Villebramar ;

SOUS RÉSERVE des délibérations de :

- Val de Garonne Agglomération : transfert des compétences Eau potable, Assainissement collectif et non collectif pour 35 communes déjà membres d'Eau47 : Agmé, Beaupuy, Birac sur Trec, Calonges, Castelnau sur Gupie, Caubon Saint Sauveur, Caumont sur Garonne, Clairac, Escassefort, Fauguerolles, Fauillet, Fourques sur Garonne, Gontaud de Nogaret, Lafitte sur Lot, Lagruère, Lagupie, Longueville, Marmande (écarts ruraux), Le Mas d'Agenais, Mauvezin sur Gupie, Grateloup Saint Gayran, Montpouillan, Puymiclan, Saint Avit, Saint Barthélémy d'Agenais, Sainte Bazeille, Saint Martin Petit, Saint Pardoux du Breuil, Sénestis, Seyches, Taillebourg, Tonneins (écarts ruraux), Varès, Villeton et Virazeil ;
- Agglomération du Grand Villeneuvois : transfert de la compétence Eau potable pour ses 19 communes membres : Allez et Cazeneuve, Bias, Casseneuil, Cassignas, Castella, Dolmayrac, Fongrave, Hautefrage La Tour, La Croix Blanche, Laroque Timbaut, Le Lédar, Monbalen, Pujols, Saint Antoine de Ficalba, Sainte Colombe de Villeneuve, Saint Etienne de Fougères, Sainte Livrade sur Lot, Saint Robert et Villeneuve sur Lot ;
- Communauté de Communes Confluent et Coteaux de Prayssas : transfert des compétences Eau potable, Assainissement collectif et non collectif pour 29 communes déjà membres d'Eau47 : Aiguillon, Ambrus, Bazens, Bourran, Clermont Dessous, Cours, Damazan, Frégimont, Galapian, Granges sur Lot, Lacépède, Lagarrigue, Laugnac, Lusignan Petit, Madaillan, Monheurt, Montpezat d'Agenais, Nicole, Port Sainte Marie, Prayssas, Puch d'Agenais, Razimet, Saint Laurent, Saint Léger, Saint Léon, Saint Pierre de Buzet, Saint Salvy, Saint Sardos et Sembas.

Vu les délibérations du Syndicat EAU47 :

- n°19\_093\_CBIS du 18 novembre 2019 approuvant l'évolution du périmètre et l'actualisation des compétences transférées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 – mise à jour des Statuts d'Eau47 ;
- n°19\_094\_C du 18 novembre 2019 approuvant les transferts de compétences au Syndicat Eau47 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 (sous réserve des délibérations des collectivités concernées) ;
- n°19\_095\_C du 18 novembre 2019 approuvant la mise à jour des Statuts d'Eau47.



Considérant la nécessité d'actualiser le périmètre du Syndicat Eau47, et ses Statuts,

Considérant que le Syndicat Eau47 a consulté l'ensemble de ses membres par courrier du 20 novembre 2019,

Après avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- de donner son accord pour l'élargissement du territoire syndical d'Eau47 dans le cadre de l'article 2.2. de ses statuts, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 aux communes de CASTELMORON SUR LOT, CAUBEYRES, FARGUES SUR OURBISE, GRATELOUP ST GAYRAND et SAINT LEON ;
- de donner son accord pour le transfert au Syndicat Eau47 des compétences « eau potable » et/ ou « assainissement (collectif/ non collectif) » par les collectivités suivantes, dans le cadre de l'article 2.2. de ses statuts

Commune/Syndicat	Compétences transférées		
	AEP	AC	ANC
CASTELMORON SUR LOT		X	
SI DAMAZAN-BUZET (7 communes)	X		X
SI CLAIRAC-CASTELMORON (4 communes)	X		X
CDC PORTE D'AQUITAINE EN PAYS DE SERRES (13	X	X	X
CDC LOT ET TOLZAC (15 communes)	X	X	X
VAL DE GARONNE AGGLOMERATION (35 communes)	X	X	X
AGGLOMERATION DU GRAND VILLENEUVOIS (19	X		
CDC CONFLUENT ET COTEAUX DE PRAYSSAS (29	X	X	X

- de valider les modifications des statuts du Syndicat Eau47 à effet du 1<sup>er</sup> Janvier 2020 ainsi que son annexe actualisée relative à la liste des membres et compétences transférées ;
- de donner pouvoir à madame le Maire pour signer la présente délibération ainsi que toute pièce s'y rattachant ;
- de mandater madame le Maire pour informer le Syndicat Eau47 de cette décision.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

#### **IV – COMMISSION EDUCATION – ENFANCE – JEUNESSE**

Objet : N° 077/2019 – Partenariat de la commune au projet Terrador pour la jeunesse.

Madame CASTILLO présente le rapport suivant :

Terrador est un programme d'actions en faveur de la jeunesse initié par Val de Garonne Agglomération, avec plusieurs champs d'intervention : l'emploi, la formation, la mobilité, les loisirs, la culture, etc.

Ce projet réunit 12 partenaires territoriaux dans une même dynamique : Val de Garonne Agglomération, Mission Locale Moyenne Garonne, Cité de la Formation, Syllabe, APRES, Maison de la Radio et de la Télévision, ADES, Ville de Marmande (BIJ), Rock School Barbey, Les Sureaux, Solincité, La Boîte.

Le rôle de ces partenaires est de mettre en place durant cinq ans (2017-2021) des moyens, des initiatives et des animations en faveur des jeunes du territoire.

Le projet prévoit des actions sur un territoire de 113 communes.

Depuis son démarrage, notre commune est partenaire de ce projet reconnu par l'Etat dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA). Le budget prévisionnel de 6,6 millions d'euros (sur cinq ans 2017-2021) est financé à 50 % par l'Etat.

Madame le Maire propose dans le cadre de ce rapport d'adhérer à trois actions spécifiques.

La première consiste en la création et l'animation d'un conseil des jeunes territorial du Val de Garonne Guyenne Gascogne (Action 3). Notre adhésion à cette action permettra à de jeunes Casteljalousains d'intégrer le conseil territorial des jeunes (CTJ) et de mettre en place des temps de concertation et de communication sur les actions et compétences du CTJ sur le territoire Casteljalousain. Les dépenses pour la commune s'élèveraient à 5 000 euros, dont 2 500 euros pour les dépenses de personnel et 2 500 euros pour les dépenses de fonctionnement.

La deuxième concerne les chantiers jeunes citoyens (Action 16). Cette action existe déjà au sein de Castel O Jeunes. Elle prévoit la mise en œuvre de trois chantiers jeunes par an environ, en partenariat avec les services techniques municipaux. Son montant est valorisé à hauteur de 3 000 euros, dont 1 000 euros en dépenses de personnel et 2 000 euros en dépenses de fonctionnement.

La troisième action concerne la création d'ateliers de culture urbaine dans le cadre d'animations en période scolaire (Action 19). Son montant pour la commune s'élèverait à 1 500 euros, dont 500 euros en dépenses de personnel et 1 000 euros en dépenses de fonctionnement.

Si vous en êtes d'accord, je vous propose de signer avec les partenaires du projet Terrador les trois conventions jointes en annexe.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le règlement général et financier relatif au programme d'investissement d'avenir « Projets innovants en faveur de la jeunesse »,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide :

- d'adhérer aux trois actions décrites au présent rapport, dans le cadre du projet Terrador pour la jeunesse,
- d'autoriser madame le Maire à signer les trois conventions jointes en annexe,
- d'autoriser madame le Maire à signer l'accord de groupement modificatif dans le cadre du projet Terrador, de prévoir les crédits nécessaires au budget principal.

Monsieur Remaut demande si le Conseil des jeunes existe déjà.

Madame le Maire répond qu'il existe en effet.

Monsieur Remaut demande si l'on connaît déjà certaines de leurs décisions.

Madame le Maire répond négativement, car la commune n'a pas encore intégré ce dispositif.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

## **V – COMMISSION SPORT - LOISIRS**

Objet : N° 078/2019 – Demande de subvention exceptionnelle de la société de chasse Casteljaloux

Monsieur DUCASSE présente le rapport suivant :

La commune a été saisie par l'association de la société de chasse de Casteljaloux d'une demande de subvention exceptionnelle de 550 euros pour l'acquisition d'une chambre froide.

Le prix de ce matériel s'élève à 1 550 euros TTC, hors pose.

Madame le Maire propose de réserver une suite favorable à cette demande.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide d'attribuer à la société de chasse de Casteljaloux une subvention exceptionnelle de 550 euros pour l'acquisition d'une chambre froide.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 079/2019 – Demande de subvention exceptionnelle à l'association Chœurs d'Avance

Madame FRAUCIEL présente le rapport suivant :

La commune a été saisie par l'association Chœurs d'Avance d'une demande subvention exceptionnelle de 500 euros pour sa participation aux animations culturelles de la commune en 2019.

Madame le Maire propose de réserver une suite favorable à cette demande.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- d'attribuer à l'association Chœurs d'Avance une subvention exceptionnelle de 500 euros pour sa participation aux animations culturelles de la commune en 2019.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

## **VI – COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES**

Objet : N° 080/2019 – Tarifs d'inscription à la bibliothèque municipale

Madame FRAUCIEL présente le rapport suivant :

L'association de l'Amicale laïque compte dans ses rangs un cercle de lecture qui propose des échanges sur la littérature.

Ce cercle participe activement aux animations de la bibliothèque municipale et contribue à son dynamisme.

Madame le Maire propose de créer un tarif d'adhésion unique pour les membres du cercle de lecture à 15 euros, quel que soit l'origine géographique des membres.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide de fixer le tarif d'adhésion à la bibliothèque municipale des membres du cercle de lecture de l'Amicale laïque à 15 euros, quel que soit le lieu de résidence des personnes concernées.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

## **VII – COMMISSION DES AFFAIRES GENERALES**

Objet : N° 081/2019 – Adressage normalisé

Monsieur BOLDINI présente le rapport suivant :

Il appartient au Conseil municipal de choisir, par délibération, le nom à donner aux rues et aux places publiques. La dénomination des voies communales, et principalement celles à caractère de rue ou de place publique, est laissée au libre choix du Conseil municipal dont la délibération est exécutoire par elle-même.

Le numérotage des habitations constitue une mesure de police générale que le maire peut prescrire en application de l'article L.2213-28 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il convient, pour faciliter le repérage, l'accès des services publics ou commerciaux, la localisation sur les GPS et pour le déploiement de la fibre optique, d'identifier clairement les adresses des immeubles et de procéder à leur numérotation.

Par délibérations en date des 20 septembre 2018 et 26 septembre 2019, de nouvelles voies ont été créées, des voiries existantes numérotées ou renumérotées. Il convient aujourd'hui d'y apporter des ajouts ou des modifications.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2213-28,

Considérant que le numérotage des habitations constitue une mesure de police générale que le Maire peut prescrire,

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Le Conseil municipal décide :

– la création de voies libellées et des numéros suivants :

- 190 – Chemin de la Petite Serre
- 70 - 160 - 230 – Chemin de Caubun
- 165 – Chemin de Bertranet
- 125 - 135 - 160 - 225 - 245 - 305 - 330 - 345 - 365 - 380 - 430 - 470 – Chemin de Dubrana
- 500 – Chemin du Bousquet
- 25 - 80 - 160 - 200 - 220 - 285 - 310 - 370 - 375 – Rue de l'Orée du Bois
- 940 - 950 - 1615 - 1655 - 1715 - 1720 - 1740 - 1790 - 1805 - 1860 - 1885 - 1902 - 1904 - 1906 - 1908 - 1920 - 2040 - 2182 - 2184 - 2186 - 2188 – Chemin de Augas
- 1 - 2 - 3 - 4 - 5 - 6 – Allée des Jardins de Nibon
- 55 - 60 - 65 - 80 - 115 - 125 - 135 - 145 – Chemin de Pech-Enbat
- 15 - 35 - 40 - 50 - 60 - 125 - 210 - 245 - 250 - 255 – Impasse de la Flouride
- 315 – Chemin de Lesquiouet
- 50 - 55 - 100 - 130 - 165 – Chemin de la Salette
- 25 - 115 - 300 - 320 – Chemin de Matalin
- 35 - 75 - 90 - 95 - 110 - 115 - 125 - 130 – Impasse de la Lisse
- 335 - 345 – Allée de Larochelle
- 465 - 505 – Allée de Madine
- 70 – Chemin du Bois de Lanin

- 185 - 195 - 210 - 220 - 235 – Allée d'Artigolles
- 5 - 15 - 30 - 60 - 70 - 85 - 95 - 110 - 130 - 140 - 150 - 155 - 205 – Rue de Forgeron
- 5 - 15 - 45 - 100 - 175 – Rue de la Fontaine
- 270 - 690 – Chemin de Brame Pan
- 130 - 150 – Allée de Mourmoureau
- 360 - 485 - 680 – Chemin de la Sindère
- 65 - 90 – Allée de Mangane

– la numérotation, la renumérotation ou le complément de voies existantes :

- 25 - 75 - 255 - 720 - 765 - 767 - 769 - 770 – Chemin de Laqueille
- 80 - 110 - 160 - 180 - 190 - 523 - 525 - 527 - 529 - 531 - 535 - 720 - 790 - 820 - 855 - 865 - 1130 - 1205 - 1435 - 2485 (Appartement n° 1 à 3) - 2995 - 3225 – Route de Moncassin
- 120 - 175 – Rue du Haut Lanin
- 3C - 4 (Appartement n° 1 à 11 – Résidence Xaintrailles) - 5 bis - 7 – Rue de l'Hôpital
- 2 - 6 - 6A - 16 - 17 - 18 - 19 - 20 – Place du Roy
- 6 - 8 - 10 – Place de l'Eglise
- 2 - 4 - 6 – Rue Brostaré
- 22A - 29A - 32 A - 38 A - 46 A - 47 A - 54 A - 54 B - 59 (Appartement n° 1 à 5) - 65 A (Appartement n° 1 et 2) - 72A – Grand Rue
- 200 - 320 - 410 - 465 - 500 - 690 - 710 - 800 - 802 - 820 - 1880 - 1910 - 1920 – Route du Mas d'Agenais
- 30 - 70 - 110 - 125 - 135 - 145 - 150 - 180 - 225 - 235 – Impasse de Nibon
- 35 - 45 - 305 - 315 - 475 - 515 - 535 - 575 - 645 - 815 - 1000 - 1200 - 1275 - 1365 – Chemin de Minoy
- 40 - 65 - 80 - 85 - 90 - 110 - 140 - 155 - 180 - 285 - 295 - 360 - 390 – Chemin du Prince
- 19 – Avenue de Lirac
- 1 – Impasse Gagnepain
- 1 - 1A - 6 – Rue des Mésanges
- 6 – Rue des Acacias

- 8A – Rue de la Flouride
- 315 - 325 - 355 - 780 - 855 - 860 - 875 - 895 - 915 - 985 - 1000 - 1002 - 1010 - 1260 - 1270 – Chemin de Gassac
- 2 - 2A - 2B - 2C - 3 - 4 - 4C - 5 - 7 - 9 - 11 – Rue de Lestage
- 5 - 535 – Chemin de Bayle
- 33 – Rue des Ecureuils
- 50 - 55 - 90 - 95 - 100 - 105 - 170 - 190 - 215 - 230 - 240 - 255 - 425 - 495 – Chemin du Hourney
- 9A - 46 – Rue de Veyries
- 1A – Rue Posterne
- 2 – Impasse Limouchia
- 1A - 2A - 2B - 6 – Avenue de Bordeaux
- 1 - 2 - 3 - 4 - 5 - 6 - 7 - 8 - 9 - 10 - 11 - 12 - 13 - 14 – Place de Kunheim
- 2 - 4 - 6 - 8 - 12 - 28 – Rue du Souvenir Français
- 1 - 1A - 1B - 4 - 5B - 6 - 7A – Place de la République
- 2 – Rue des Cordeliers
- 6 – Place Jean Jaurès
- 1 - 2 - 3 - 4 - 8 – Rue des Thermes
- 7 - 11 – Rue Robert Celles
- 10 - 12 – Chemin Noir
- 4 - 6 – Rue des Fondateurs
- 9A - 9B – Résidence des Cadets de Gascogne
- 2 - 4 - 5 - 6 - 8 - 10 - 16 – Rue du Coupey
- 11 - 13 - 15 - 17 – Rue d'Auba
- 1 - 3 - 5 - 7 - 10 - 12 - 14 - 16 – Rue Pierre Dufiet
- 2 - 10 – 295 - 750 – Chemin de Meynier
- 15 - 45 - 50 - 55 - 65 - 75 - 80 - 95 - 180 - 185 – Route de Beauziac
- 40 - 110 - 140 - 220 - 225 - 280 - 470 - 480 - 500 - 770 - 840 - 890 - 900 - 980 - 1030 - 1250 - 1300 - 1355 – Route de Nérac
- 1 - 4 - 6 - 8 - 10 – Allée du Lavoir
- 13 - 14 - 15 – Place de la Cardine



- 4A - 33A – Rue du Chalet
  - 1 - 1A - 1B - 2A – Rue des Cyprès
  - 14A - 15B – Rue Jean Salvy
  - 605 - 635 - 655 - 670 - 1200 - 1355 - 1475 - 1495 - 1675 – Chemin de Labarrière
  - 65 - 175 - 185 - 395 - 700 - 710 - 730 - 740 - 760 - 770 - 800 - 840 - 885 - 895 - 930 - 951 - 953 - 955 - 957 - 1000 - 1010 - 1035 - 1045 - 1065 - 1085 - 1089 - 1091 - 1095 - 1105 - 1120 - 1145 - 1190 - 1192 - 1196 - 1198 - 1225 - 1235 - 1250 - 1260 - 1262 - 1285 - 1300 - 1320 - 1364 - 1366 - 1385 - 1400 - 1510 - 1600 - 1650 - 1750 - 1925 - 2020 - 2135 – Route de Cocumont
  - 10 - 20 - 65 - 145 - 165 - 195 - 230 - 245 - 335 - 395 - 430 - 445 – Rue des Chantiers de Jeunesse
  - 50 - 90 - 100 - 170 - 395 - 435 - 515 - 670 - 730 - 840 - 860 - 1115 - 1265 - 1275 - 1279 - 1285 - 1595 – Route de Bordeaux
  - 3A - 3B - 5 - 6A - 7 - 8 - 9 - 10 - 11 - 12 - 13 - 14A - 14B - 15 - 17 - 19 - 20A - 21 - 22A - 22B - 26 - 26A - 30 – Rue de Belloc
  - 9B - 9C – Rue du Tren
  - 1 - 1A - 2B - 3 - 4 – 4A - 10 - 12 – Rue de Bordessoule
  - 2A - 5 – Rue Jean Vican
  - 420 - 430 - 440 – Chemin du Bas Peyrama
  - 2C – Rue des Moineaux
- la suppression de numéros de voies existantes :
- 59 – Avenue Joseph Turroques

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 082/2019 – Modification des statuts du SIVU Chenil Fourrière du Lot-et-Garonne

Le 14 septembre 2019, le Comité syndical du SIVU Chenil Fourrière de Lot-et-Garonne s'est prononcé en faveur de la modification de ses statuts.

Le Comité syndical a souhaité cette modification pour faciliter la mise en œuvre des réunions de l'organe délibérant et ainsi permettre plus de fluidité et de réactivité dans la prise de décision.

Les modifications envisagées, portent sur les points suivants :

- création d'un collège électoral par les communes membres d'un même secteur,
- élection de délégués titulaires et suppléants au sein de chaque collège électoral

Monsieur BOLDINI explique que le SIVU du chenil fourrière départemental fonctionne comme un Conseil municipal. Toutefois, en raison du nombre très important de membres et d'élus, le quorum n'est jamais atteint, en sorte que les comités syndicaux sont sans cesse doublés. L'idée du SIVU consiste à modifier l'organisation pour diminuer le nombre de délégués et ainsi atteindre plus aisément le quorum. La nouvelle organisation proposée se fonde sur la carte intercommunalités.

Madame VIDAL déclare qu'elle s'abstiendra sur ce dossier.

Madame le Maire propose de réserver une suite favorable à la modification des statuts proposée.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu la loi NOTRe du 7 août 2015,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 5211-17 et L 5211-20,

Vu l'arrêté n° 2005-234-7 du 22 août 2005 portant création du SIVU Chenil Fourrière de Lot-et-Garonne,

Considérant qu'il est de l'intérêt de l'établissement de modifier ses statuts afin de faciliter le fonctionnement de l'organe délibérant,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide de donner un avis favorable à la modification des statuts du SIVU Chenil Fourrière tels qu'ils sont annexés au présent rapport.

La délibération est soumise au vote et adoptée en majorité avec deux abstentions (madame VIDAL et, par procuration, monsieur BELLOC).

Objet : N° 083/2019 – Renouvellement de la convention de partenariat « retraites CNRACL » avec le centre départemental de gestion (CDG 47)

Madame le Maire présente le rapport suivant :

La convention de partenariat « retraites CNRACL » signée avec le CDG 47 en 2016 arrive à échéance le 31 décembre 2019.

Madame le Maire rappelle que la prestation du CDG 47 consiste à accompagner les collectivités sur les questions relatives à :

- l'information et la formation au titre des trois fonds : CNRACL, IRCANTEC et RAPFP,
- l'information des agents en activité sur leurs droits à la retraite,
- l'étude relative aux départs à la retraite avec estimation des pensions CNRACL,
- l'intervention et l'assistance sur les dossiers relatifs à la CNRACL : immatriculation, affiliation, régularisation, validation de services, rétablissement, liquidation de pension (y compris d'invalidité ou de réversion),
- le droit à l'information : relevés individuels de situation et estimations indicatives globales.

La nouvelle convention est fixée à trois ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020. Les conditions financières sont précisées dans la convention jointe en annexe et sont fonction du nombre d'agents.

Madame le Maire propose de renouveler ce partenariat.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- d'adopter la convention de partenariat « retraites CNRACL » avec le centre départemental de gestion (CDG 47)
- d'autoriser madame le Maire à signer cette convention.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 084/2019 – Mise à disposition gratuite des salles communales pour les élections politiques et locales

Madame le Maire présente le rapport suivant :

Les communes peuvent mettre à disposition des locaux à tout candidat ou parti politique qui en ferait la demande.

Aussi, Madame le Maire propose de permettre la tenue, à titre gratuit, de réunions publiques ou de réunions préparatoires. Cette décision s'appliquera à tous les candidats et à toutes les salles municipales.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2144-3,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- de mettre à disposition gratuite les salles communales à tout candidat ou parti politique qui en ferait la demande à l'occasion de toute élection ou pour toute autre réunion publique,
- de préciser que les demandes devront être adressées par écrit dans un délai suffisant pour permettre leur traitement.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 085/2019 – Défense des intérêts de la commune dans l'instance n°1638617914D du 18 décembre 2019 devant le tribunal correctionnel d'Agen

Madame le Maire déclare avec ironie qu'elle aborde désormais « la délibération tant attendue ». Elle observe que c'est sans doute la présence de cette délibération qui est à l'origine de l'augmentation du nombre de personnes dans le public.

Elle souhaite introduire son propos par la formule selon laquelle « le cœur a ses raisons que la raison ne connaît point ». Dans l'affaire qui sera entendue le 18 décembre prochain concernant monsieur Guénin, la commune a été destinataire d'un « avis à victime ». Cet avis à victime implique un choix : soit défendre les intérêts de la collectivité, soit ne rien faire. En tant qu'élus de la République, les Conseillers municipaux ont été désignés pour défendre les intérêts de la commune. A ce titre, chacun d'eux est dépositaire de l'utilisation des fonds publics. Monsieur Guénin a fait une déclaration dans laquelle il a reconnu que des faits lui sont imputables et qu'il les rembourserait. Dans la mesure où il a reconnu sa culpabilité sur ces faits et qu'il a déclaré qu'il les rembourserait, il y aura automatiquement une « déclaration de culpabilité ». En conséquence, cela signifie qu'il existe un préjudice avéré. Dans ces conditions, la position d'un élu de la République est claire. Il appartient donc au Conseil municipal de désigner un avocat. Il s'agit en l'occurrence de maître Louis Vivier. Pourquoi maître Vivier ? Car il s'agit du bâtonnier de l'Ordre. Considérant sa profession d'avocate, madame le Maire a souhaité proposer une personne qui ne peut être suspectée de proximité professionnelle avec elle.

Elle poursuit en déclarant qu'elle a été appelée dès lundi matin par des journalistes. *Elle s'interrompt et regarde monsieur Verweire dans le public : elle rappelle qu'il est formellement interdit d'enregistrer le débat sans autorisation, ainsi que le prévoit le règlement intérieur du Conseil municipal. Après avoir été interpellé, l'auteur du film et de l'enregistrement, situé au premier rang derrière les Conseillères municipales madame Costa et madame Girard, baisse son appareil et fait mine de le ranger.* Elle reprend son intervention et rapporte que les journalistes lui demandent si c'est une évidence pour elle de se constituer partie civile. Pour elle la question n'a rien à voir avec l'évidence, qui procède du registre des sentiments. La question porte sur l'obligation ou non. Pour elle la réponse est claire : il s'agit d'une obligation. C'est la raison pour laquelle elle a débuté son propos par la célèbre formule pascalienne sur le cœur et la raison. Elle ajoute qu'au-delà de toute l'affection qu'elle a pour monsieur Guénin, au-delà de tout le respect et de toute la considération qu'elle a pour lui et pour ce qu'il a fait pour la commune, le Conseil municipal n'a pas le choix. Cela ne préjuge en rien des dommages-intérêts futurs. Dans le dossier en question, qu'elle a trouvé par ailleurs très instructif sur les déclarations consignées, il y a des faits non imputables à monsieur Guénin. S'il n'y avait pas eu de déclaration de culpabilité, il y aurait eu un choix. En l'espèce, il n'y a pas de choix, malgré toute la considération et l'affection que tous portent à monsieur Guénin.

Elle poursuit en déclarant que lorsqu'elle apprend qu'une personne déclare qu'on lui reproche d'avoir fait « tomber » monsieur Guénin alors que ses amis « l'assassinent », « ses poils se hérissent ». Elle rapporte que la presse a parlé « d'acte de pure lâcheté » et que certains crient assez fort que l'équipe de la majorité veut se donner une bonne image. Si toutes ces personnes veulent instrumentaliser cette affaire, ajoute-t-elle, ce n'est pas le cas de l'équipe municipale. Toutes ces interprétations sont fausses, injustes et « sacrément culotées ».

Madame le Maire propose donc de désigner maître Vivier et que le Conseil municipal l'autorise à se constituer partie civile. Elle rappelle qu'il y a trois mois elle ne pouvait savoir si la commune serait partie civile étant donné que la commune n'avait pas encore été destinataire d'un « avis à victime ». Elle réaffirme que cela n'ôte en rien l'affection portée à monsieur Guénin et toute la reconnaissance pour ce qu'il a accompli.

Madame Vidal demande si la commune va demander des dommages-intérêts.

Madame le Maire répond qu'en vertu de la procédure il y aura un chiffrage qui sera proposé par l'avocat de la commune. La demande sera ensuite formulée à l'audience. Elle rappelle que le préjudice ne peut pas être fondé sur des « on dit », du vent ou des articles de presse. On ne peut réclamer des choses indues.

Madame Vidal précise qu'elle n'est en rien dans les articles de presse qui sont parus.

Madame le Maire répond qu'elle le sait et que ses remarques n'étaient pas dirigées contre elle.

Madame Vidal pense qu'il faut laisser les professionnels du droit faire leur travail.

Madame le Maire conclut que l'on voudrait aujourd'hui leur demander de ne pas respecter la loi après leur avoir reproché de ne pas la respecter.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Considérant l'instance n°1638617914D du 18 décembre 2019 devant le tribunal correctionnel d'Agen et l'avis d'audience à victime reçue par la commune,

Considérant qu'il importe d'autoriser madame le Maire à défendre les intérêts de la commune dans cette affaire,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- d'autoriser madame le Maire à se constituer partie civile au nom de la commune dans l'instance n°1638617914D du 18 décembre 2019 devant le tribunal correctionnel d'Agen citée au présent rapport,
- de désigner maître Louis Vivier, avocat (36 Bis Cours Washington, 47000 Agen), pour assister ou représenter la commune dans cette instance.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 086/2019 – Décisions prises par délégation du Conseil Municipal

Monsieur BOLDINI présente le rapport suivant :

Conformément à l'article L. 2122-23 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le Maire rend compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil municipal des décisions prises en vertu de la délégation de pouvoir prévue à l'article L.2122-22 du CGCT et décidée par la délibération du 16 février 2017.

#### Marchés publics

- Travaux de réparation de la toiture de l'Office de Tourisme
  - SAS CHARPENTE GOACOLOU
  - Montant : 30 925,39 € TTC
  - Le 10/09/2019
- Installation VMC au dojo – Salle A. Lemoine
  - ROCHAS
  - Montant : 5 632,06 € TTC
  - Le 11/09/2019

- Extension du chemin d'Auba
  - ENEDIS
  - Montant : 5 142,96 € TTC
  - Le 11/09/2019
- ENIR Informatique (Ecole numérique innovante en ruralité)
  - Prestataires : PSI PESSAC, UGAP, MANUTAN
  - Montant : 22 698,51 € TTC
  - Le 15/09/2019
- Achat d'un camion pour le service « espaces verts »
  - AMC RENAULT Marmande
  - Montant : 44 394 € TTC
  - Le 23/10/2019

**Concessions dans le cimetière communal :**

*Parcelle dans cimetière :*

Bénéficiaire : Mme BOUDOUX Sylvia

Durée : perpétuelle

Date : 10 Septembre 2019

Bénéficiaire : Mme FAURICHON de la BARDONNIE Elisabeth

Durée : perpétuelle

Date : 12 Septembre 2019

Bénéficiaires : Mme LAMEIRA Véronique – M. et Mme DAUZON Jean-Marie et Almerinda

Durée : perpétuelle

Date : 19 Septembre 2019

Bénéficiaires : M. et Mme METHERAUD Michel et Jeannette

Durée : perpétuelle

Date : 25 Septembre 2019

Bénéficiaire : Mme SPIRONELLO Audrey

Durée : perpétuelle

Date : 18 Octobre 2019

*Cellule dans l'espace funéraire :*

Bénéficiaire : M. DUBOIS Bruno

Durée : 30 ans

Date : 06 Septembre 2019

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.



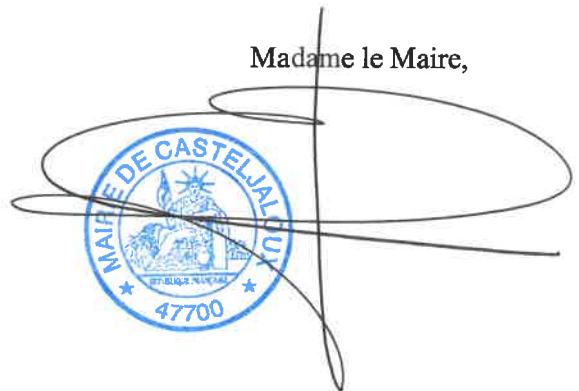
### **VIII – QUESTIONS DIVERSES**

Madame le Maire s'adresse à monsieur Verweire dans le public et déclare qu'elle demande à la personne qui filmait la séance d'effacer cet enregistrement, faute de quoi elle se réserve le droit de déposer plainte pour violation du règlement intérieur du Conseil municipal. Elle rappelle qu'il y a quelques temps on lui a demandé de faire usage de ses pouvoirs de police. Elle indique que c'est ce qu'elle fera.

Madame le Maire lève la séance à 20h05.

Le Secrétaire de séance,

Madame le Maire,



Mme CASTILLO	M. BOLDINI	Mme FRAUCIEL	M. DOUCET	M.DUCASSE
Mme CASTAGNET	Mme ABADIA	Mme MULET	M. GERBEAU	Mme TAUZIN
Mme COULON	M. TERMES	M. REMAUT	Mme ZANETTE	Mme COSTA
Mme GIRARD.	Mme VIDAL			